

# Gestion des demandes d'exercice de droits et des violations de données

*(Rappels essentiels – RGPD)*

## 1. Exercice des droits des personnes

Toute personne dont les données sont traitées par la CPTS (adhérent, salarié, partenaire, etc.) peut exercer ses droits : accès, rectification, opposition, effacement, limitation ou portabilité.

La CPTS doit être en mesure :

- d'identifier un point de contact pour recevoir ces demandes ;
- de vérifier l'identité du demandeur si nécessaire ;
- de répondre dans un délai d'un mois (ou de deux mois en cas de complexité) ;
- de conserver une trace des demandes reçues et des réponses apportées.

Même si aucune demande n'a encore été reçue, l'organisation doit savoir comment réagir.

## 2. Violations de données personnelles

Une violation de données correspond notamment à :

- une perte ou un vol de documents contenant des données personnelles ;
- un envoi d'informations à un mauvais destinataire ;
- un accès non autorisé à un fichier ou à une messagerie.

En cas d'incident :

- l'événement doit être signalé immédiatement en interne ;
- la situation doit être analysée afin d'évaluer le niveau de risque ;
- la CNIL doit être notifiée dans les 72 heures lorsqu'il existe un risque pour les droits et libertés des personnes ;
- les personnes concernées doivent être informées si le risque est élevé.

Chaque incident doit être documenté, même s'il ne donne pas lieu à notification.

## **Rappel important**

La CPTS, en tant que responsable de traitement, reste pleinement responsable :

- du respect des délais,
- de l'analyse des risques,
- et de la traçabilité des actions mises en œuvre.

**Des outils et modèles plus détaillés sont proposés dans le Pack complémentaire pour accompagner les CPTS souhaitant formaliser ces procédures.**